

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Montbonnot-Saint-Martin

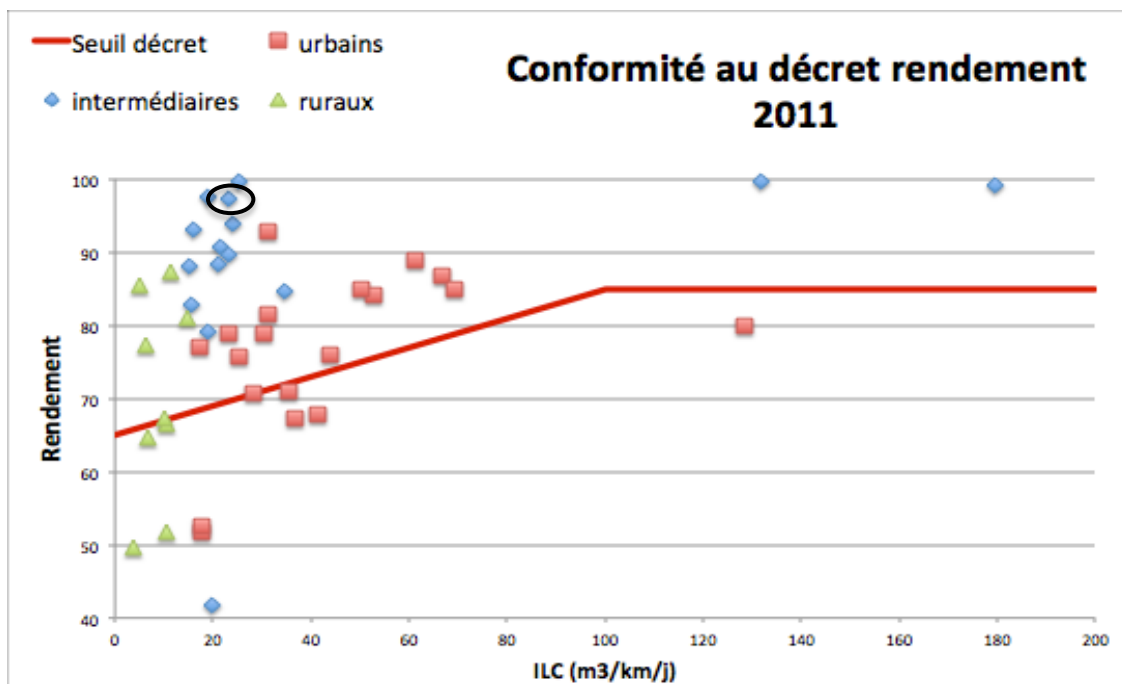
Type de collectivité : Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE		PERIMETRE CEP
<u>Généralités</u> Abonnés : 1 581 ILC : 23,2 m ³ /km/j Habitants : 5 017 Densité habitants* : 128 hab/km Mode de gestion : <i>affermage</i> Branchements : 1 149 Date de règlement de service : Volume entrant: 343 Mm ³ 2004 Volume facturé: 331 Mm ³ Linéaire de réseau : 40,777 km Installation de traitement : <i>non</i>		Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m ³
<u>Gestion Patrimoniale</u> Ouvrages : 1 interconnexion, 4 réservoirs Nombre total de compteurs : 1 631 Pourcentage de compteurs +12 ans : 21,5 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 1,665 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0,28 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>		Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
<u>Performance</u> Rendement* : 97,3 % Indice Linéaire de Pertes* : 0,6 m ³ /km/j		Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
<u>Décret "rendement" :</u> Niveau de connaissance du patrimoine : 80/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 69,6 % Rendement 2011 : 97,3 % rendement lissé sur 3 ans* : 90,6 % <i>Graphe de conformité des rendements en p2</i>		Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
<u>Branchements en plomb :</u> Nombre de branchements en plomb restant connus : 0 Evaluation du coût de remplacement* : 0 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : <i>immédiate</i>		Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
<u>Données financières</u> Recettes réelles totales de fonctionnement: 95,7 k€ Capacité d'autofinancement 2011 nette* : 68,1 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 3,1 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m ³) : 1,27 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : 9,7 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>		CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Montbonnot est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie semi-urbaine (losanges bleus). En 2011 son rendement était de 97,3% et dépassait de 27,6 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 84,2%. Le rendement a donc augmenté de 13 points en quelques années.

En 2011, le niveau de rendement satisfaisait pleinement aux exigences réglementaires.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Montbonnot est de 0,6 m³/km/j, et diminue progressivement depuis quelques années (3,9 m³/km/j en 2008). En 2011, le réseau de Montbonnot présentait donc des fuites de très faible importance.

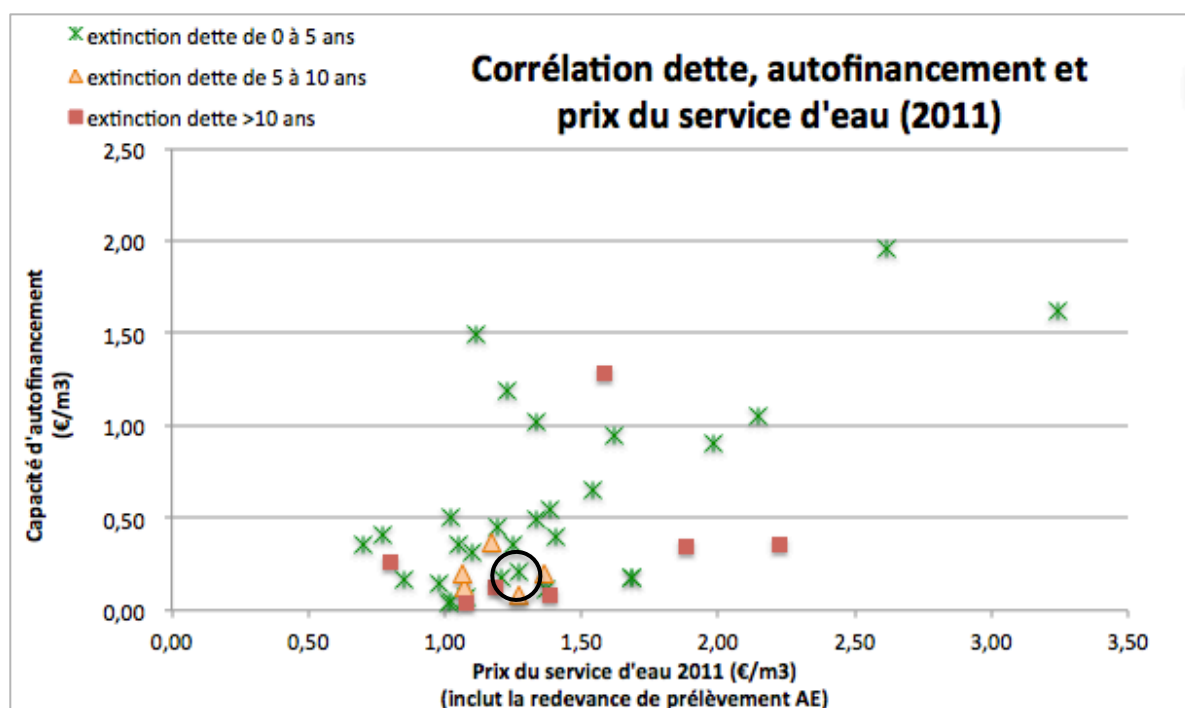
Avec ce niveau de performance, le service d'eau de Montbonnot peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. Le service a déjà une très bonne connaissance de son réseau (indice à 80/100), il s'avère cependant que qu'il n'a pas connaissance de l'âge ou de la période de pose de ses conduites.

Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

On notera enfin qu'aucun branchements en plomb n'était connu sur le réseau au moment de l'enquête et le parc de compteur est assez jeune (21,5% des compteurs ont plus de 12 ans). Il conviendrait de maintenir ce taux de vieillissement à ce niveau pour éviter une obsolescence simultanée du parc de compteurs, ce qui pourrait provoquer des défauts de sous-comptage.

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Montbonnot-Saint-Martin est entourée (étoile verte)

Son extinction de dette est de 3,1 ans (inférieure à 5 ans, étoile verte) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,21 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 1,27 €/m³.

Cela traduit *a priori* une bonne santé financière du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est relativement élevé sur le territoire mais il permet de dégager un autofinancement de 21 cts/m³ facturés. On nuancera cette valeur en remarquant que cela correspond à 68 k€/an.

Le niveau de dette de 262 k€ en 2011. Cela implique une faible durée d'extinction de dette de 3,1 ans. Ainsi, dans l'hypothèse où l'intégralité de la CAF serait consacrée au remboursement de la dette, il faudrait 3 ans pour la recouvrir totalement.

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. La CAF nette a varié entre 36 k€ et 282 k€ entre 2008 et 2011. S'il est besoin de dégager davantage d'autofinancement, Montbonnot dispose d'une courte marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une grande marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.